



SAVT

Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs
Sindacato Autonomo Valdostano Lavoratori

rapport du secrétaire général

M. Guido Corniolo

Chères et chers ami(e)s délégué(e)s,
Mmes et MM les invité(e)s,

La crise structurelle qui nous frappe depuis cinq ans et qui conditionne lourdement notre quotidien n'est pas encore terminée et notre région est aujourd'hui plus exposée qu'il y a quatre ans aux influences négatives et récessives.

Lors de ce XVI^e Congrès confédéral du SAVT – qui nous réunit dans cette belle salle de la Bibliothèque de Châtillon, pour renouveler les organes statutaires et jeter les bases du travail et de l'action de notre syndicat pour les quatre prochaines années – il ne sera pas facile d'imaginer un nouveau parcours pour notre avenir. Il ne sera pas facile non plus, pour le SAVT, de continuer à jouer le rôle qu'il a toujours joué pour notre communauté: être l'un des acteurs sociaux et politiques les plus importants pour la solution de celle qu'on appelle la «Question valdôtaine».

Le peuple valdôtain a su, au fil des siècles, conquérir et conserver sa liberté politique et administrative, cette liberté qu'aujourd'hui est remise en cause par les plus hauts organes de l'État italien et par le Gouvernement européen. Soixante-cinq ans d'autonomie n'ont pas suffi pour réglementer et appliquer les principes établis par notre Statut en 1948.

L'ancien slogan annexionniste «L'autonomie, l'endormie», paraît un refrain revenu à la une. L'autonomie d'un peuple est une conquête quotidienne, fondée sur des valeurs auxquelles on ne peut pas renoncer.

Peut-être trop souvent, au cours de ces soixante dernières années, nous avons sacrifié notre autonomie et notre identité de peuple libre sur l'autel de ce bien-être social et économique que nous avons longtemps rêvé et désiré pendant les années sombres de notre histoire récente.

La Vallée d'Aoste a toujours eu une économie de montagne et de survie, mais c'est précisément pour cette raison qu'elle a réussi à conserver son identité.

Aujourd'hui nous sommes devenus peut-être plus riches, mais nous avons perdu nos racines, notre civilisation et nos langues, et nous n'avons pas été à même de transmettre toutes ces valeurs morales et existentielles pour lesquelles nos pères ont lutté depuis la période du fascisme et jusqu'à la naissance de notre Syndicat en 1952. Nous n'avons pas été à même de bâtir un modèle de développement social, culturel et économique qui ne soit pas la mauvaise copie du modèle italien et européen.

Dans les statuts de notre fondation, il est écrit que nous œuvrons pour « la réforme et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral.»

Voilà des déclarations révolutionnaires, éclatantes, dont peut-être nous ne saisissons pas toute la réelle portée. Car réaliser le fédéralisme intégral signifie ne pas se reconnaître dans l'État italien centralisateur, ni dans les actuelles structures géopolitiques européennes, auprès desquelles, d'ailleurs, nous ne sommes même pas officiellement représentés, malgré nos requêtes réitérées. Cela signifie exprimer une volonté politique précise: demander qu'on trace une voie pour atteindre notre autodétermination.

Nous n'avons plus un modèle et une voie à suivre?

Le slogan qui nous a guidés dans notre lutte syndicale pendant de nombreuses années, «Nous savons le chemin», est un message vide?

Si vraiment notre premier souci est celui d'être les dépositaires d'une identité et d'une raison d'être historique (comme nous l'avons répété lors de tous nos congrès), nous devons prendre acte du fait que notre syndicat ne bénéficie pas encore des droits des autres syndicats étatiques/nationaux. Pourquoi? Parce que nous sommes dans un système qui est le même système suffoquant qui nous a «octroyé» notre autonomie.

Parce que nous nous sommes bornés à assurer la gestion administrative, économique, sociale, culturelle et politique des aspects que l'État/Nation nous a permis de gérer.

Si nous estimons avoir le droit d'exercer notre autodétermination, toute concession – y compris l'autonomie d'aujourd'hui – ne représente qu'un compromis provisoire avec le pouvoir étatique/national et notre histoire.

Pendant les quatre prochaines années, notre travail principal devra consister dans la définition du chemin que nous voulons parcourir dans cette direction. Un chemin difficile, jonché de difficultés, mais d'après moi le seul possible. Nous devons redevenir maîtres de notre autonomie et de nos ressources économiques, financières, matérielles et humaines pour enfin créer un nouveau modèle de développement régional axé sur la cohésion sociale et la personne, et non seulement sur le profit en tant que tel, pour créer une société valdôtaine plus juste et équitable, suivant un modèle digne d'être reproduit dans toute l'Italie.

Voilà en quelques mots le sens de notre choix de consacrer ce XVI^e Congrès à ***l'emploi, à la solidarité et à la défense notre autonomie***.

La Vallée d'Aoste doit être préparée à affronter les défis du XXI^e siècle, et cela implique tout d'abord la transparence de notre action politique-syndicale.

Le modèle socio-économique adopté jusqu'ici – dont le principal moteur sont les ressources budgétaires de la Région et qui avait valu à la Vallée d'Aoste la définition de région «à socialisme réel» – n'est plus viable. Le budget régional a connu une réduction de presque 40% au cours des cinq dernières années.

Face à la réduction des ressources budgétaires de la Région, qui malgré tout demeurent significatives, il existe des craintes d'instabilité sociale du fait du chômage croissant, qui peut dépendre du caractère toujours plus pointu des contenus scientifiques et technologiques des processus de production, chose à laquelle la société et le monde de l'emploi valdôtains ne sont en fait pas préparés.

La Vallée d'Aoste doit donc se réinventer et exploiter toutes ses forces pour croire dans un avenir meilleur, plus favorable, plus démocratique, un avenir où la solidarité doit être le flambeau de notre action syndicale.

Malheureusement, la situation économique de l'Europe et de l'Italie est toujours plus difficile et compliquée, ce qui ne favorise pas les sentiments en faveur de la dimension locale et régionale, également pénalisée par l'exiguïté des financements communautaires qui lui sont accordés.

La manière dont la politique valdôtaine, italienne et européenne a abordé la crise – avec les appels ininterrompus à l'austérité et les atteintes aux salaires, aux pensions et aux dispositifs de protection sociale – a engendré une spirale fortement négative, et sortir de cette spirale sera très dur.

Il est absolument nécessaire de changer de cap, de jeter de nouvelles bases pour l'avenir, de stabiliser la conjoncture, de faire redémarrer les investissements, de redonner de l'oxygène économique et financier aux entreprises et de diminuer le coût du travail.

La Vallée d'Aoste a besoin d'un parcours de croissance et de modernisation de longue haleine qui prépare notre région à affronter l'avenir et qui crée de nouveaux emplois en renforçant les secteurs viables pour notre territoire.

Tout cela exige des investissements, par exemple, dans la production d'énergies renouvelables, et nous l'avons fait, dans les mesures pour la réduction de la consommation d'énergie, dans les secteurs industriels, dans les services publics, dans l'éducation et la formation, dans la recherche et le développement, dans les infrastructures de transport et, qui plus est, dans l'efficacité de notre administration publique.

C'est pour ça que nous réaffirmons l'importance de la présence des Communes valdôtains pour assurer aux populations résidentes le maintien d'un niveau de vie et de services élevé et homogène indépendamment des caractéristiques, des dimensions et de la localisation de leur lieu de résidence et un réseau dense et diffus de services au citoyen et aux familles, afin de garantir l'occupation historique et par conséquent, la sauvegarde du territoire, comme nous affirmons le rôle du syndicat en tant qu'interlocuteur principal des Organes régionaux dans l'élaboration de la réforme de la fonction publique, en sa qualité de porte-parole des travailleuses et des travailleurs valdôtains.

Pour œuvrer correctement, il est désormais indispensable de faire participer tous les acteurs de la société civile valdôtaine à la construction d'un nouveau modèle de développement qui ne dépende plus uniquement de l'argent public.

Nous insistons sur le fait que pour produire de véritables économies à tous les secteurs de la productions et à l'Administration publique, est indispensable de

procéder à une réelle débureaucratization pour réduire et simplifier les procédures qui pèsent lourdement sur le fonctionnement et les dépenses de l'administration publique et compliquent la vie des citoyens et des entrepreneurs.

La Vallée d'Aoste dispose encore de toutes les ressources nécessaires: capital humain, connaissances, force d'innovation, fonds, infrastructures, institutions publiques et privées performantes, pôles industriels et services haut de gamme, système de sécurité sociale et d'assistance parmi les meilleurs en Italie.

Qu'est-ce qu'il nous manque alors? La capacité de ne pas simplement vivre le quotidien, l'envie de rêver une communauté solide, capable de s'autogouverner sans avoir peur de faire des choix difficiles, parfois impopulaires, mais qui visent exclusivement à la création d'une société plus juste et solidaire.

Le Chemin à suivre pour la défense de notre communauté

Toutes les réformes dernièrement proposées par le Gouvernement italien et les retombées sociales que les mêmes ont sur la communauté valdôtaine, retiens que la forme antidémocratique, qui accumule décrets et lois basiques, est la forme dangereuse que le Gouvernement italien a adoptée pour instaurer, dans sa nouvelle politique, un modèle totalement centralisé et uniformisé. Notre Statut d'Autonomie, inscrit dans la Carte constitutionnelle italienne, n'est plus respecté et il semble nécessaire, pour le Gouvernement central, de transformer le rapport de force entre État et Région: un modèle économique unique avec un cadre politique unique.

L'État italien, aujourd'hui, parle d'invasion des compétences et de privilèges des Régions spéciales. En réalité, nous croyons, il a décidé d'en finir avec le modèle politique autonomiste et décentralisé, ce qui n'a aucun sens dans le cadre du sauvetage social, économique et financier de l'Italie. Pour la Vallée d'Aoste, les mesures prises au niveau central ne servent ni à créer des emplois, ni à stimuler l'économie (il suffit de voir la dernière réforme du travail) et l'appauvrissement du budget régional pour l'année 2014, de la part de l'État, n'est plus supportable. Baisser les salaires alors que les prix augmentent et que les services de base sont privatisés et réduire les prestations alors que le chômage s'accroît est synonyme de pauvreté pour toute la communauté valdôtaine.

Le Gouvernement italien est en train de mettre fin au pouvoir et aux instruments régionaux pour faire des politiques propres qui nous permettraient de sortir de cette situation de profonde crise. Si ce cadre politique, aujourd'hui, ne sert pas à développer les politiques autonomes, on ne peut qu'en conclure qu'il faut un autre cadre qui le permette.

Ce qui est en jeu en ce moment, c'est si l'on va nous imposer ou pas cette voie sans

issue. L'alternative existe et il est possible de prendre trois décisions: ne pas appliquer les mesures du Gouvernement italien au niveau régional; annuler les coupures réalisées dans le budget public de la Vallée d'Aoste; mettre sur la table un nouveau plan institutionnel intégral pour mettre en place des politiques qui nous permettent de sortir de la crise.

Comme SAVT nous proposons un plan reposant sur quatre piliers:

- **la justice fiscale et la sauvegarde de notre *welfare*;**
- **le sauvetage et le développement du système de services publics;**
- **la création d'un système financier public pour soutenir les entreprises valdôtaines;**
- **un plan réel de création d'emplois qui mise sur des politiques de redistribution du travail et de la richesse.**

L'option est claire: la subordination et l'uniformisation à un État qui a choisi de ne pas faire d'investissements sociaux et financiers pour surmonter la crise, ou la possibilité de donner une solution d'auto gouvernement, en partant du pouvoir de mettre en place des politiques propres et de prendre des décisions au-delà des obligations législatives imposées par l'État italien.

Voilà la décision qu'il faut adopter et il revient à la société valdôtaine de la prendre et au domaine politique de la respecter. Nous devons passer du « j'applique les réformes de l'État parce que c'est obligatoire » au « je ne peux pas les appliquer parce que la société valdôtaine les a refusées » en défense des compétences prévues dans notre Statut d'Autonomie.

Après soixante ans d'existence les valeurs du SAVT sont dans nos racines que nous avons conservées jusqu'aujourd'hui.

La solidarité syndicale. Être solidaire c'est faire le choix de défendre les droits de tous, au-delà des corporatismes. Solidarité entre les salariés et les chômeurs, entre les générations, pour lutter contre n'importe quelle forme d'exclusion, d'inégalité et surtout de discrimination. Solidarité entre les peuples des Nations sans État qui luttent pour l'affirmation de leur identité.

La liberté, synonyme de dignité. La clarté de la pensée que les membres fondateurs de notre Syndicat ont eue dans la rédaction de nos Statuts, il y a soixante ans, est éclatante. L'émancipation de la communauté valdôtaine, tant individuelle, que collective est inscrite à claires lettres, et devient pour nous un droit inaliénable. En outre, liberté, dignité et émancipation sont notre étoile polaire qui nous a permis de devenir un point de référence des travailleurs valdôtains et non et qui nous a accompagné pendant toute notre existence.

Le respect de la dignité et, en même temps, de la liberté dans l'entreprise et au sein de la société valdôtaine afin que tout le monde puisse satisfaire ses besoins matériels et intellectuels en exerçant librement toute action syndicale et politique. Voilà les droits que, pour notre syndicat, sont des droits inaliénables.

La démocratie syndicale: Nous concevons la démocratie syndicale comme un droit fondamental à l'expression d'idées et une démarche de participation à la prise de décision. À l'intérieur de notre organisation il y a une dynamique de débat permanent et tous les adhérents et les militants ont le devoir et le droit de participer à la discussion des grandes lignes de notre action syndicale.

Comme dirigeants syndicaux nous devons effectuer un diagnostic critique des malaises et du manque de dialogue dans notre organisation et chercher les remèdes, dans l'intérêt exclusif du SAVT, en vue même d'un prochain rechange de la classe dirigeante de notre Organisation. Enoncer donc à nouveau des règles et des lignes de conduite et de cohabitation s'avère de plus en plus nécessaire.

L'autonomie syndicale: La liberté de pensée et d'action de notre syndicat n'est pas concevable si le SAVT devrait être tributaire du pouvoir politique et de ressources extérieures économiques et structurelles.

C'est la raison pour laquelle nous nous appuyons sur un syndicalisme d'adhérents, qui payent leur cotisation et assurent ainsi l'indépendance financière du SAVT en lui donnant la possibilité d'être autonome.

Le budget du SAVT est un budget confédéral et solidaire. Les catégories les plus fortes soutiennent les plus faibles, dans l'objectif commun de défendre ensemble les intérêts des tous les travailleurs adhérents au syndicat.

L'indépendance syndicale: Le SAVT établit lui-même son champ d'action pour soutenir ou contraster les décisions de la Commission Européenne et des Gouvernements italien et valdôtain. Par ailleurs, nous estimons nécessaire de séparer nos responsabilités de celle des partis et mouvements politiques dans la construction de notre modèle de société. Et ce, tout en affirmant la nécessité d'une confrontation continue avec les pouvoirs politique, économique et financier dans le respect du rôle de chacun dans la société.

L'autonomie statutaire et la défense du fédéralisme solidaire: Notre autonomie n'est pas un ensemble de privilèges, comme quelqu'un mal informé ou, mieux encore, en mauvaise fois, pense aujourd'hui en Italie. Nous comme SAVT, nous ne l'avons jamais perçue comme telle. Au cours des dernières décennies, les importantes disponibilités financières du budget de la Région Autonome Vallée d'Aoste ont emmené à une sorte de délégation à celle-ci de toute initiative économique ou action de développement, entraînant ainsi irresponsabilité

individuelle et collective. Je crois, donc, que le moment est venu, comme je l'affirmais au cours de notre dernier congrès, de faire des choix stratégiques importants pour notre futur, pour le futur de notre Pays d'Aoste. Nous devons agir pour créer la nouvelle société valdôtaine d'ici à dix, vingt ans et remettre «la personne» au centre de notre attention et de notre action. Assumer ses responsabilités signifie poser à toute la collectivité valdôtaine des priorités, pour construire ensemble notre futur en sachant qu'il est impossible d'avoir tout en même temps et que, par conséquent, il faut faire des choix qui doivent être partagés et les plus solidaires possibles, permettant ainsi une redistribution équitable de la richesse. La solidarité doit être, donc, l'élément central du changement. Dans un moment très particulier, tel que celui que nous vivons aujourd'hui sur le plan social, financier et économique, où des profondes réformes de l'organisation de l'État vont être mises en place, il faut être attentifs et extrêmement vigilants afin que notre autonomie ne soit pas amoindrie ou, pire encore, effacée. Le SAVT réclame ainsi, le respect de tous nos droits et spécificités, notamment celles financières, tout en partageant les objectifs généraux de rigueur établis par le Gouvernement italien. Nous voulons contribuer à l'effort commun, mais selon nos critères et nos compétences, vu que la plupart des compétences étatiques et les dépenses relatives sont en Vallée d'Aoste attribuées, soutenues et financées par le budget de la Région.

Je veux encore une fois rappeler que dans les statuts de notre fondation, il est écrit que nous œuvrons pour la réalisation du fédéralisme intégral.

Notre Syndicat

Le Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs est **un syndicat «de classe»**, c'est à dire qui défend les intérêts non seulement des salariés, mais aussi des tous les travailleurs créés par le nouveau marché du travail: que ce soient des travailleurs en contrat à durée déterminée ou des travailleurs des agences d'intérim en détachement, **un syndicat indépendant** de tout parti ou mouvement politique, **un syndicat qui lutte** pour affirmer un nouveau système de règles contre un capitalisme financier et une mondialisation qui menace la cohésion sociale.

Comme SAVT nous avons agi, jusqu'à maintenant, pour être un syndicat qui associe, de manière indissoluble et complémentaire les deux dimensions, sociale et nationale, de la lutte du peuple valdôtain pour affirmer son droit à l'autodétermination et à la rénovation et transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles, en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Comment, tous ensemble, nous allons réaliser ces principes d'une façon efficace et dans nos luttes et dans notre activité quotidienne c'est à nous de le décider. En tout cas, la discussion est d'ores et déjà ouverte sur la définition de ces principes, leur affirmation, leur interprétation, les retombées qui pourront en découler sur l'action du syndicat.

Nous devons ainsi agir tous ensemble pour la définition d'une orientation spécifique et originale, cohérente et partagée, notamment par le biais aussi de mesures

d'organisation interne du syndicat.

Le Secrétariat confédéral du SAVT est notre organe exécutif et il est chargé de l'organisation et du fonctionnement de tous les services. Il nomme, en outre, autre tâche très importante, les fonctionnaires syndicaux. Donc, c'est à lui de proposer les mesures d'organisation qui favorisent l'utilisation la meilleure des ressources humaines et économiques présentes au sein du syndicat. C'est par contre au Comité Directeur confédéral de tracer et approuver les lignes programmatiques et d'action du syndicat décidées dans ce Congrès Confédéral.

Nos Statuts établissent que le SAVT s'emploie à réaliser l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes. Nous l'avons fait en signant en 1971 l'accord confédéral avec CGIL , CISL et UIL et, dernièrement, avec l'adhésion au CSIR – Conseil Syndical Interrégional – Alpes Arc Léman – ou avec notre présence à la CES et, tout particulièrement, en établissant une étroite collaboration avec les Organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'un échange d'expériences de luttes communes. Notre devoir est de démontrer notre solidarité avec tous ceux qui partagent ce combat et notamment avec les autres syndicats des Nations sans État, comme les amis de la «**Plateforme**» des syndicats appelés minoritaires.

Le SAVT, Syndicat Autonome Valdôtain de travailleurs, place au centre de la société le travail (statuts stables, salaires justes, utilité sociale, contrats de travail) et les travailleurs avec leurs conditions de travail, leurs évolutions des carrières, la qualité de vie au travail, les retraites.

Le SAVT agira donc, toujours, pour défendre les salariés, les précaires, tous les exploités parce-que nous voulons une transformation positive de la société valdôtaine. Nous voulons supprimer l'exploitation des travailleurs et construire une société plus juste et solidaire, excluant toute forme de soumission et d'oppression économique et sociale.

I DATI RECENTI DELLA SITUAZIONE ECONOMICA E SOCIALE DELLA VALLE D'AOSTA

Nell'ultimo rapporto della Banca d'Italia, la situazione economica della nostra regione è fotografata in modo preoccupante, a dimostrazione che ciò che prevedevamo quattro anni or sono, al nostro ultimo Congresso, si è purtroppo avverato.

Il tasso di disoccupazione nella nostra regione ha superato la soglia dell'8%, siamo saliti infatti all'8,4%; con un'accelerazione notevole negli ultimi quattro anni (si evidenzia che nel 2011 era del 4,6%,) è il più forte incremento registrato nelle regioni del Nord-Ovest, a conferma che la crisi e i suoi effetti in Valle hanno ricadute quasi un anno dopo rispetto al resto del paese.

È vero, siamo ancora quattro punti percentuali in meno rispetto ai valori medi nazionali, ma questa amara soddisfazione non può certo rallegrarci. Nel 2012 l'economia valdostana ha visto non attenuarsi la drammatica crisi che coinvolge tutti i settori produttivi e il 2013 presenta un consuntivo pressoché analogo a quello, già molto negativo, della dinamica recessiva del 2012. Il PIL regionale vede una ulteriore riduzione che si attesta intorno al **-1,8%**. Questi pochi dati bastano a tracciare un quadro molto negativo della nostra capacità di risposta regionale alla crisi in atto. Oggi non bastano più le parole, ci vogliono i fatti. La politica e tutti noi attori sociali dobbiamo cambiare strada, avere il coraggio di fare scelte difficili ma non più procrastinabili. Con la riduzione drastica delle risorse pubbliche c'è bisogno di creare una nuova coesione sociale scegliendo la strada della solidarietà per rendere più forte la nostra comunità. L'analisi fatta da Banca d'Italia e contenuta nel rapporto "L'economia della Valle d'Aosta", presentata recentemente, non lascia spazio al dubbio, dobbiamo reagire con un nuovo piano di rilancio produttivo pubblico e privato concordato tra tutti i soggetti in causa. I dati della Banca d'Italia rendono chiaro come anche in Valle d'Aosta, "isola non più felice", per il momento, si faccia molta fatica a scorgere la luce alla fine del tunnel della recessione in atto.

Il Settore delle costruzioni

Esaminando nel dettaglio i dati forniti dal documento della Banca d'Italia e i dati dell'ISTAT possiamo constatare il crollo dell'edilizia, e sappiamo che questo comparto, di primaria importanza per il rilancio economico, trascina con sé molti altri settori.

Nel comparto delle costruzioni è continuato il trend negativo di questi ultimi cinque anni, la flessione è determinata dal dato fortemente negativo della domanda di acquisto di nuovi fabbricati e dal blocco delle ristrutturazioni. Questo è dovuto, se esaminiamo i dati, al fatto che nel primo semestre 2013 è proseguita la diminuzione del numero dei bandi pubblici regionali (-5,1% che si somma al -17,6% del 2012), anche se l'importo complessivo, dopo essersi fortemente ridotto nel 2012, è tornato

timidamente a crescere. In Valle la differenza tra imprese edili aperte e chiuse, vede un saldo negativo di ben 85 imprese scomparse dal panorama produttivo regionale.

L'industria in Valle d'Aosta

Come SAVT abbiamo sempre sostenuto la necessità di conservare un settore industriale valdostano e abbiamo lottato per creare le “pépinières d'entreprise”, anche se oggi riteniamo che le stesse non siano più sufficienti a rispondere al cambiamento epocale dell'impresa e della produzione

Il **54%** delle imprese valdostane ha avuto, purtroppo, nei primi nove mesi del 2013, una riduzione del proprio fatturato, confrontato con quanto prodotto nel 2012: è vero che su questo dato incide in maniera consistente il calo delle esportazioni sul mercato estero (-5,4%) e sappiamo anche che il dato va riferito alla Cogne Acciai Speciali per i prodotti metallurgici (-8,1%), che costituiscono la punta di diamante delle nostre esportazioni.

Gli ordinativi trimestrali forniti dalle aziende valdostane e dalla stessa Confindustria evidenziano purtroppo, un calo del 30% degli ordini con un riflesso immediato sulla produzione (-19%), questo riferito all'ultimo periodo del 2013.

L'auspicata ripresa che doveva concretizzarsi entro il 2013, a detta degli economisti e dei nostri governi, in Valle d'Aosta arriverà un po' in ritardo rispetto al resto d'Italia, o più precisamente, noi riteniamo come SAVT, che non arriverà affatto e il 2014 sarà ancora un anno di sofferenza e di grandi difficoltà per il mondo della produzione e dell'industria valdostana. È necessario concertare, anche alla luce delle magre risorse di bilancio regionale, un nuovo piano industriale per la regione.

Se il settore industriale puro soffre, anche il settore manifatturiero non si trova in migliore salute. Nel settore manifatturiero, infatti, la flessione della domanda, sia interna sia estera, ha avuto ricadute negative sull'attività produttiva e in modo particolare, se esaminiamo il dato sull'utilizzazione degli impianti, fattore chiave per rendere competitiva l'impresa, è ancora molto distante dai valori pre-crisi. La disponibilità delle imprese valdostane a investire risorse fresche all'interno delle aziende è rimasta su livelli molto contenuti, a nostro avviso, anche a causa della difficoltà ad accedere al credito, visto che il sistema bancario territoriale valdostano di certo non agevola il credito alle aziende. Credo che è in questo settore che il bilancio pubblico, attraverso i fondi di rotazione, possa garantire le risorse economiche necessarie alle piccole e medie aziende per un effettivo rilancio delle produzioni territoriali di qualità.

Il settore del Turismo, volano dell'economia regionale

I dati che emergono da una analisi attenta sul settore Turistico valdostano sembrano lontani dalle affermazioni di generale tenuta del mercato più volte annunciate in questo ultimo biennio; la realtà è che, per la crisi in atto, sempre meno italiani scelgono la Valle d'Aosta, riempiendo le nostre strutture alberghiere nei soli fine

settimana e nelle feste comandate. Nel dettaglio, in base ai dati pubblicati dall'Assessorato regionale del Turismo, nei primi otto mesi del 2013 le presenze sul nostro territorio risulterebbero essere diminuite del **6,5%**, a confronto con lo stesso periodo dell'anno precedente.

Questo trend negativo è imputabile sicuramente alla diminuzione dei giorni di presenza dei turisti italiani (**-8%**), particolarmente evidenziatasi durante la stagione invernale; sono scese, anche se in misura più contenuta (**-2,7%**), anche le presenze dei turisti stranieri, che nel biennio 2011-2012 avevano alimentato la speranza di poter compensare i mancati arrivi nazionali. Per la Valle d'Aosta il turismo e tutto ciò che a esso è collegato, rimane fondamentale per uno sviluppo sostenibile e duraturo. Una attenzione particolare andrà posta nell'erogazione dei contributi pubblici per il settore, facendo comprendere a tutto l'indotto che è necessario contribuire, secondo le proprie disponibilità, ai servizi generali del turismo, creando quelle sinergie tra pubblico e privato capaci di mantenere e rilanciare il settore.

Il Commercio e i Servizi

I servizi legati al commercio, sembrano essere quelli che più hanno retto nell'ultimo biennio, anche se si può parlare solo di “tenuta” delle posizioni non certo di un settore in salute.

Infatti, esaminando i dati forniti da InfoCamere-Movimprese, nei primi sei mesi del 2013 il numero d'impresе attive nei servizi è rimasto praticamente stabile. Si è però ulteriormente ridotto il numero di aziende operanti nel commercio, sia nella componente all'ingrosso (**-1,9%**) sia in quella al dettaglio (**-1,6%**), e questo dimostra la difficoltà del settore a riconquistare le posizioni perse dall'inizio della crisi (2008) ad oggi. Con il blocco dei contributi a fondo perduto che la Regione ha deciso per le carenti risorse legate agli investimenti, sicuramente nel prossimo biennio vi saranno ricadute negative in tutto il settore e soprattutto per l'apertura di nuove imprese nel settore artigianale e del commercio generale. Come SAVT riteniamo quindi necessario aprire un tavolo di confronto con i datori di lavoro di questi settori per concordare azioni comuni da presentare al Governo regionale per sostenere l'economia della piccola e media impresa locale.

I trasporti in Valle d'Aosta

La debolezza della congiuntura si è riflessa sui transiti di mezzi pesanti, in regione, i transiti verso i trafori del Gran San Bernardo e del Monte Bianco sono diminuiti nei primi nove mesi dell'anno rispettivamente dell'8,3 e del 7,3 per cento. I passaggi di mezzi leggeri e di pullman, invece, sono tornati a crescere: l'aumento è stato pari al 3,6 per cento per il Monte Bianco e al 2,4 per il Gran San Bernardo. Questo è un segnale molto allarmante della crisi ancora in atto, ma la riflessione che dobbiamo porci è di altra natura. Fino a quando, senza la costruzione di una nuova canna al

tunnel del Monte Bianco reggeremo la concorrenza degli altri corridoi di scorrimento del traffico pesante? Il Frejus entro il 2018 avrà il doppio transito, questo vuol dire maggiore sicurezza e sicuramente le normative vigenti privilegeranno queste strade a scapito di chi, come noi in Valle d'Aosta, si intestardisce a non voler creare l'unica autentica sicurezza nei passaggi transfrontalieri nei tunnel: la doppia canna e doppio senso di marcia. Dal 2018 faremo transitare al Tunnel del Monte Bianco solo il traffico turistico? Credo sia una contraddizione logica e una follia economica. Costruire un nuovo tunnel, una nuova via di sicurezza per il transito, non vuole dire e non deve essere far transitare più camion, ma salvaguardare posti di lavoro e incentivare l'economia del settore.

Un discorso particolare merita il settore degli impianti a fune della nostra regione. Comparto legato a doppio filo con la fruizione turistica del nostro territorio.

La politica degli accorpamenti per ridurre le spese generali può essere nel medio termine la strada giusta per il rilancio del settore che in Valle occupa oltre 1200 addetti (con l'indotto) tra fissi e stagionali e costituisce un importante serbatoio occupazionale.

Gli investimenti regionali pubblici di questi ultimi anni hanno fatto sì che oggi gli impianti principali di risalita siano sufficienti a rispondere alla domanda sempre più esigente e sofisticata dell'utenza. Anche in questo settore, dove il SAVT è il primo sindacato, dovremo richiedere alle nostre controparti un impegno comune per mantenere i posti di lavoro e rilanciare le sinergie tra tutte le aziende operanti nel settore. Un segnale positivo è stato il rinnovo del contratto regionale degli impianti a fune, che dopo estenuanti trattative ha visto prevalere la volontà di concertazione tra le parti, nell'esclusivo interesse dei lavoratori del settore.

Il sistema creditizio valdostano

Avevamo evidenziato nel nostro ultimo Congresso del dicembre 2009 la fragilità del sistema creditizio valdostano e l'incapacità dello stesso, a fronte di una raccolta di fondi molto alta rispetto alla popolazione residente, di finanziare il tessuto economico produttivo valdostano. È in questa ottica che va analizzata la flessione dei prestiti bancari alla clientela residente in Valle che si è accentuata nei primi sei mesi del 2013. È chiaro che il quadro congiunturale ha influenzato fortemente la domanda, ma le condizioni di offerta del credito, rispetto al resto del paese, sono sicuramente penalizzanti per gli imprenditori valdostani, a parità di merito creditizio. La diminuzione dei finanziamenti è stata più intensa per le imprese medio grandi (-7,4%) mentre si è avuto un calo più contenuto di quelli concessi alle famiglie (-0,9%), in particolare per l'acquisto della prima casa. Il segnale che non siamo fuori dalla congiuntura che ci attanaglia è l'incidenza delle posizioni che riportano difficoltà e ritardi nei rimborsi, le cosiddette “sofferenze”, che presentano nel primo semestre 2013 un ulteriore aumento.

La situazione occupazionale in Valle d'Aosta

Il tasso di disoccupazione presenta delle dinamiche molto accentuate, con una forte accelerazione negli ultimi tre anni, più forte che in tutto il Nord-Ovest. Questo è sicuramente dovuto ai contraccolpi della crisi globale giunta con leggero ritardo a colpire la nostra regione. Il dato medio del primo semestre dell'anno, ha raggiunto l'**8,4%**, pur essendo sceso dal 9,1% del primo trimestre al 7,6% del secondo. Ricordo a tutti che nel 2008 (pre crisi), il tasso di disoccupazione era sul nostro territorio del 3,3%, salito al 4,6% nel 2011. Non possiamo rallegrarci confrontando i dati a livello nazionale dove la cifra della disoccupazione si aggira oggi intorno al 12,4%, contro il 9,1% del Nord-Ovest. Tale dinamica ha riflesso sia l'intensificarsi del calo nel settore delle **costruzioni (-13,1%)** sia la riduzione nell'**industria in senso stretto (8,9%)**. Anche l'occupazione femminile nella nostra regione, dopo un triennio di crescita, si è fermata: siamo scesi sotto il 60%, obiettivo fissato dalla Strategia di Lisbona, il cui raggiungimento fino a ieri era considerato un vanto per la Valle d'Aosta.

I dati della nostra realtà occupazionale (fonte Banca d'Italia e ISTAT)

Nei primi sei mesi del 2013, in base ai dati della Rilevazione sulle forze di lavoro dell'Istat, è proseguito il calo del numero di occupati (-0,9 per cento rispetto allo stesso periodo dell'anno precedente la flessione, pressoché analoga a quella del Nord Ovest, è stata più attenuata rispetto alla media nazionale (-2,2 per cento). Il tasso di occupazione, calcolato sulla popolazione di 15-64 anni di età, si è ulteriormente contratto, al 64,7 per cento

Tale dinamica ha riflesso sia l'intensificarsi del calo nel settore delle costruzioni (-13,1 per cento nel primo semestre dell'anno), sia la riduzione nell'industria in senso stretto (-8,9 per cento). Nel comparto dei servizi l'occupazione è invece aumentata (2,0 per cento), esclusivamente per effetto di un andamento positivo nei servizi diversi dal commercio (4,8 per cento). Nel complesso, a ridursi sono stati esclusivamente i lavoratori dipendenti (-1,4 per cento), mentre è rimasto sostanzialmente stabile il numero di quelli autonomi (0,3 per cento). L'occupazione femminile, dopo un triennio di crescita è diminuita più di quella maschile (-1,4 e -0,5 per cento, rispettivamente).

L'offerta di lavoro è ancora cresciuta (0,6 per cento), ma solo tra gli uomini.

Il netto incremento delle persone in cerca di occupazione ha innalzato il tasso di disoccupazione all'8,4 per cento nella media del primo semestre, 1,4 punti percentuali in più rispetto allo stesso periodo dell'anno precedente, ma ancora inferiore sia al dato del Nord Ovest sia a quello medio nazionale (rispettivamente 9,1 e 12,4 per cento).

In base ai dati INPS, nella media dei primi tre trimestri del 2013 le ore autorizzate di Cassa guadagni (CIG) hanno continuato accrescere (7,5 per cento, rispetto al corrispondente periodo del 2012); il ricorso alla componente ordinaria si è intensificato (11,2 per cento, dal 2,4 del 2012), mentre l'aumento è risultato più contenuto per la componente straordinaria (5,4 per cento). Le ore di CIG in deroga si sono invece ridotte (-27,0 per cento), con un calo concentrato soprattutto nel primo trimestre, per effetto anche di ritardi nell'iter autorizzativo.

L'analisi del quadro valdostano

Come abbiamo sopra evidenziato, nel mercato del lavoro valdostano è aumentato il ricorso agli ammortizzatori sociali e soprattutto è aumentato il tasso di disoccupazione.

Non si intravede nel breve termine un potenziamento delle dinamiche occupazionali. Le proposte di ripartenza delle aree industriali valdostane, in particolare dell'ex area Tecdisk di Châtillon, per ora restano solo buoni propositi. La crisi ormai evidente della casa da Gioco di Saint Vincent appare ora in tutta la sua drammaticità. Ci siamo battuti per non mettere in mobilità immediata ben 140 lavoratori e nel breve periodo anziché assumere, dovremo stare molto attenti a come gestire gli esuberanti. Il comparto unico regionale del pubblico impiego, grazie anche a tutte le restrizioni nazionali imposte alla Regione, non potrà nel futuro costituire un serbatoio occupazionale, anzi dovremo porre molta attenzione alle privatizzazioni, oggi già in atto, in ambito socio-assistenziale e sanitario. L'accorpamento dei comuni e il ruolo che giocheranno le comunità Montane è poi un capitolo ancora tutto da definire ma è evidente che potranno, per risparmiare, esserci solo contrazioni o al massimo il mantenimento delle attuali piante organiche. Un discorso specifico ed attento va posto sull'operazione di privatizzazione del settore agricolo Forestale legato alla Regione: noi oggi chiediamo con forza l'apertura di un tavolo di concertazione per rilanciare l'ipotesi della creazione di una società pubblica o mista (pubblica-privata) che garantisca la cura del territorio e dell'ambiente della nostra regione e rilanci l'occupazione di qualità in questo delicato settore. Non è con i piani straordinari di lavoro forestali che potremo risollevare le sorti di questo comparto, nevralgico per la nostra economia, per il sociale e per la conservazione del nostro territorio.

La crisi economica ha avuto un forte impatto sui giovani nella nostra regione e in particolare sulle giovani donne, che risentono altresì di salari più bassi degli uomini. È aumentata la percentuale di coloro che non lavorano né svolgono attività di studio o formazione. Non siamo riusciti a fermare il fenomeno dell'abbandono scolastico, mentre la percentuale di laureati, pur avendo l'Università in loco, è più bassa della media nazionale.

Come sopra rilevavamo non si può certo dire che il settore bancario e del credito abbia inciso positivamente per invertire i trends negativi legati alla situazione economica e sociale in atto. Sono in diminuzione i prestiti alle imprese, sono aumentate le sofferenze bancarie, mentre continuano ad aumentare i prestiti personali alle famiglie, un campanello di allerta tutt'altro che marginale per segnalare lo stato di difficoltà economica delle famiglie valdostane.

La Valle d'Aosta, a nostro parere, presenta comunque potenzialità e prospettive positive che vanno incoraggiate. Fra i settori produttivi vanno sostenuti quelli che per competitività, per tipicità, per tecnologia avanzata producono eccellenze e qualità (dall'alimentare ai nostri prodotti doc, dall'energia pulita, dall'agricoltura di qualità alle nuove filiere produttive legate alle produzioni tipiche).

Così come ci sono tutte le condizioni per intervenire ancora più incisivamente sul

sociale: istruzione, formazione, riqualificazione; sistema sanitario di eccellenza; assistenza diffusa e garantita; più occupazione stabile e tutele nel mercato del lavoro.

Su questi temi il ruolo della Regione - anche tramite la programmazione dei nuovi fondi europei, che saranno prossimamente a nostra disposizione - sarà determinante, ma altrettanto importanti saranno le responsabilità sviluppate dalle autonomie locali, sulle quali pesano l'incertezza della riforma di riordino delle stesse e, non ultimo, il senso di responsabilità sociale delle imprese valdostane.

È in questa prospettiva che il SAVT, il nostro sindacato, così ben radicato sul territorio, deve sapersi rinnovare, essere più più forte e presente nei luoghi di lavoro e nella vita sociale quotidiana. Se saprà realizzare questo impegno, questo lo renderà sicuramente in grado di cogliere e interpretare le istanze che provengono dal territorio e rispondere in modo efficace ai bisogni delle persone che rappresenta e tutela.

Queste tesi rappresentano dunque una prima risposta e proposta da sviluppare, oggi nel Congresso e nei prossimi quattro anni cercando di concretizzare il nostro lavoro con azioni e iniziative mirate che devono caratterizzare fortemente il nostro operato .

Le proposte per un nuovo piano di sviluppo socio-economico regionale

Abbiamo accennato più volte nella relazione alla necessità di costruire un nuovo modello di sviluppo sostenibile per la nostra regione, ecco come pensiamo debbano essere le linee guida su cui basare la nostra azione per realizzarlo:

- garantire benessere e posti di lavoro dignitosi, adatti alle esigenze future e di alta qualità, combattere il precariato e il lavoro interinale utilizzato per mero risparmio del costo del lavoro;

- essere sostenibile e organizzato in modo tale da preservare l'identità delle società valdostane e adattarsi alle sfide di carattere politico, ecologico, sociale e demografico che la nostra comunità dovrà affrontare nel breve periodo, un piano di sviluppo sostenibile e duraturo che attinga alle risorse del territorio;

- essere controllato democraticamente dalle istituzioni elette e da tutti i soggetti sociali che compongono la nostra comunità, prima fra tutte il Consiglio regionale che deve a sua volta essere sostenuto dalle istituzioni europee utilizzando al meglio le risorse del Fondo Sociale Europeo a noi concesse;

- essere inteso come un progetto non solo regionale ma piuttosto come la somma degli interessi delle singole regioni transfrontaliere, legate al nostro territorio, capace di implementare gli scambi commerciali con le regioni confinanti e la conoscenza reciproca dei nostri ambienti e delle nostre produzioni;

- essere orientato al futuro e indipendente dalla congiuntura in atto, deve attuare immediatamente gli interventi necessari per il rilancio economico sociale della nostra regione, nel contesto di sfide a lungo termine e proseguire anche, speriamo, nei futuri periodi di prosperità;

- fissare delle regole per il mercato bancario regionale indicando un orientamento nuovo di accesso al credito agevolato e garantito dalle risorse pubbliche, in modo da facilitare il nascere di nuove imprese sul territorio, attirando anche investimenti privati verso progetti futuri innovativi e sostenibili;

- permettere alle lavoratrici e ai lavoratori di partecipare alla gestione dell'impresa anche attraverso forme di partecipazione diretta al fine che gli stessi possano migliorare la propria retribuzione e contribuire attivamente allo sviluppo dell'impresa stessa;

- essere finanziato e distribuito equamente. I ceti sociali finanziariamente solidi e che fino ad oggi hanno più beneficiato delle ricadute economiche elargite dal bilancio regionale, così come un corretto equilibrio delle finanze pubbliche, devono contribuire maggiormente al finanziamento degli investimenti futuri, garantendo, in primis, le risorse per mantenere il nostro welfare;

- poggiare su basi finanziarie solide e allo stesso tempo consentire alla Regione di avere e generare entrate fiscali regionali tali da garantire la fornitura di servizi pubblici e utilizzare, come già avviene per il bilancio regionale 2014, parte delle risorse delle società partecipate regionali come risorsa aggiuntiva per il nuovo piano di sviluppo regionale;

- prevedere il blocco dei contributi a fondo perso regionali (come già avvenuto oggi) questo per sviluppare i fondi di rotazione da implementare in ogni settore strategico della produzione e dell'impresa, nonché aumentare e mirare gli aiuti finanziari per le famiglie in grave difficoltà;

- attuare politiche per la formazione continua dei lavoratori e dei giovani al primo ingresso nel mercato del lavoro, implementare le risorse contro l'abbandono scolastico e favorire l'alta formazione professionale e implementare le politiche del lavoro attive mirate regionali;

- avere un ampio confronto con tutta la comunità valdostana sui temi che già citammo nell'ultimo congresso del 2009: polo universitario, nuovo ospedale, la politica generale legata alle grandi opere regionali;

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

LA PROGRAMMATION DES FONDS STRUCTURELS (2014-2020)

un pacte pour l'innovation , l'emploi et la cohésion sociale

La crise financière que nous subissons depuis de longs mois, en Europe, a des répercussions dans les économies de tous les pays et des effets sociaux dans chacune de nos régions. Cette crise rend encore plus urgent d'intervenir pour chercher à rendre plus compétitif les systèmes euro régionaux, et plus spécifiquement dans les domaines de la recherche, de l'innovation, de la réduction des coûts énergétique, ou de l'amélioration des infrastructures.

Le Conseil Syndical Interrégional Alpes – Arc Léman, au sein duquel est présent le SAVT, représente plus de 1,7 millions de salariés, œuvre depuis longtemps pour créer les conditions d'un dialogue riche et constructif entre les partenaires sociaux pour contribuer à la définition de nouvelles stratégies pour le développement économique et social de nos régions frontalières. Dans la période difficile de récession que connaissent les économies et les travailleurs de nos régions (Rhône-Alpes, Piémont, Vallée d'Aoste), nous avons encore plus besoin de concertation entre les pouvoirs publics et les représentants du monde du travail représentés par le CSIR Alpes-Arc Lémanique. Cette coopération a pour enjeux la construction d'une approche stratégique transversale et partagée afin de développer des projets prioritaires et d'agir de manière concertée dans le cadre des programmes européens.

Nous espérons qu'ensemble nous pourrions élaborer des propositions qui auront demain, un impact fort sur le développement économique et l'emploi dans nos territoires, et qui donneront au final une dimension sociale à l'Europe des régions que nous espérons voir vivre et grandir.

Document présenté par le Conseil Syndical Interrégional Alpes -Arc Léman

Face à la grave situation économique et productive de nos Régions nous devons concerter des lignes communes et partagées de notre système productif et social. Il nous faut repérer quelques priorités stratégiques: c'est la ligne que nous devons poursuivre pour la programmation des Fonds Européens.

Une programmation qui promeuve de la croissance, de la compétitivité

- *Qui ait comme centre le soutien de petites et moyennes entreprises, en augmentant la capacité d'exister sur le marché mondialisé*
- *Qui ait la capacité de renforcer tous les aspects du système matériel et immatériel, les processus nécessaires d' « agrégation » des petites entreprises en matière de recherche et innovation, la formation et le capital humain*
- *Qui assume la question de l'emploi comme paradigme de la mesurabilité de l'efficacité des actions.*

Avec ces prémisses le CSIR cherche à repérer quelques axes d'intervention sur lesquels concentrer

et finaliser une programmation vraiment intégrée.

On voit trois axes d'intervention:

Développement et compétitivité du système productif

*L'industrie, malgré les coups durs de la crise et les mutations conséquentes du tissu manufacturier, représente encore une partie importante de l'économie de nos Régions. Il nous faut donc avoir une capacité autonome d'analyse et de choix de secteurs et d'échantillons territoriaux sur lesquels miser. L'industrie a devant elle des défis tels que l'innovation de produit et l'innovation de processus. Pour **innover le produit** il faut avant tout miser sur la recherche appliquée en exploitant au maximum les grandes potentialités des centres de recherche intégrés entre eux pas le biais d'un système de réseau qui se développe dans des « Pôles ». Le modèle des Cluster qui agrège les entreprises par territoire et spécialisation, en exploitant en même temps les avantages et l'expérience de la collaboration avec les centres de recherche, peut permettre une plus grande capacité de « faire système » dans la politique industrielle et en celle commerciale, en supportant efficacement le monde des petites entreprises.*

*Enfin, le développement de l'industrie ne peut pas ne pas appuyer sur le levier de **l'innovation de l'organisation et de processus** d'entreprises et d'administrations territoriales. Dans l'entreprise, l'innovation d'organisation permet d'extraire, de valoriser et systématiser les savoirs utiles à l'amélioration des processus, elle permet dans les faits plus de protagonisme des travailleurs et donc la valorisation des ressources humaines.*

Faire de l'innovation dans le territoire signifie mettre en place des politiques de conciliation des temps de vie et de travail, miser sur une compétitivité du système qui inclue aussi, sur un modèle de welfare à sources plurielles, un modèle dans lequel interagissent cohésion et compétitivité.

*Une autre pré-condition pour le développement consiste en miser sur la **formation**, une formation qui soit de plus en plus de qualité et de spécialisation afin de répondre aux besoins du monde productif et des services sur le territoire. La formation avec une forte liaison à l'expérience de travail est pour nous l'arme gagnante surtout pour donner des réponses aux jeunes à la recherche d'un emploi. La formation est donc l'instrument principal parmi les politiques actives, qu'elle soit finalisée à la recherche d'un emploi ou à la requalification et au remplacement.*

*Le développement de notre Eurorégion passe évidemment aussi par une diminution des conditions d'isolement. La **mobilité et la vitesse des marchandises, des personnes et des données** doit être garantie par les différentes infrastructures indispensables pour une liaison rapide de nos territoires. Le développement des infrastructures matérielles (à partir de la ligne Lyon-Turin) et immatérielles ainsi qu'une rationalisation intelligente de la logistique ont pour nous une grande importance. Les interventions visant la **mobilité des travailleurs** doivent être soutenues sur la base du principe de « juste mobilité », en combattant le dumping et en assurant le respect des contrats et des normes qui régulent la prestation. Afin de favoriser ce processus et éviter des abus, les chômeurs, les entrepreneurs et les travailleurs intéressés à la mobilité doivent être bien informés et assistés. Il faut donc relancer l'activité du réseau EURES (EUROpean Employment Services), en impliquant les partenaires sociaux avec leurs Euroconseillers, afin d'assurer ainsi aux jeunes piémontais aussi de nouvelles opportunités de travail en Europe.*

*Les syndicats, déjà dans la rédaction du POR 2007/2013, mettent en évidence la nécessité de créer un **Observatoire sur le Marché de l'Emploi Eurorégional**. Cette requête a déjà été réitérée au*

Président de l'Eurorégion en charge, le Président de la Région Piémont, R. Cota, au cours de la rencontre de Turin de juillet 2012. Malgré l'expérience positive d'« EURES TRANSALP » qui avait vu la participation active de tous les acteurs sociaux et institutionnels, à ce jour cet indispensable, selon nous, instrument de dialogue social et d'intégration du marché de l'emploi au niveau eurorégional est resté seulement sur le papier. Aujourd'hui nous devons trouver des ressources pour créer cet instrument grâce auquel nous pourrions enfin éliminer les obstacles résiduels à la mobilité à l'intérieur des régions transfrontalières et favoriser la rencontre demande/offre par l'intermédiaire des dynamiques de marché et des besoins de formation, dans les territoires du Piémont, de la Vallée d'Aoste, de Rhône-Alpes et des Cantons suisses limitrophes.

L'inclusion sociale

La crise a produit une augmentation de la pauvreté et de marginalisation sociale. Il est donc nécessaire finaliser des ressources et créer des projets qui s'attaquent au problème des “vieilles” et “nouvelles” pauvretés.

Des interventions en faveur des personnes en difficulté et des familles en particulier :

- Soutien aux jeunes et aux ultra-quinquagénaires chômeurs en situations de réelles difficultés, à travers des formes de revenu minimum liées à des périodes de formation, requalification, orientation et recherche de travail*
- Promouvoir des projets qui favorisent l'insertion dans le travail et la société des couches de population particulièrement défavorisées*
- Aide aux familles pour soulager les frais de l'instruction des enfants (un pourcentage d'abandons scolaires est sûrement causé par les difficultés des familles à soutenir les frais nécessaires aux études)*

Développement et cohésion territoriale

*Il est indispensable d'avoir une plus grande attention aux problèmes du territoire, afin surtout de réduire les déséquilibres, de favoriser les grandes potentialités pour promouvoir une plus grande cohésion territoriale. Les zones rurales sont parmi les zones plus riches de ce patrimoine culturel, de la nature et du paysage qui constituent la plus grande ressource pour la valorisation socio-économique du territoire même. Il est donc nécessaire de contrer le processus de « cimentisation » (ou d'abandon), réduire la **marginalisation** que connaissent d'amples zones de notre Eurorégion, surtout les zones de montagne et des collines. L'isolement, faute d'infrastructures matérielles (liaisons) ou immatérielles (large bande), accentue le dépeuplement et met à risque les initiatives qui naissent dans le domaine touristique, environnementale et agricole pastoral. Tout aussi important est investir dans le tourisme afin de valoriser la présence diffuse des biens culturels et environnementaux qui rendent riches nos Régions.*

La bataille pour l'égalité des droits en Vallée d'Aoste

Inscrit dans la Constitution italienne et plus largement dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le principe d'Egalité devant la loi, facteur de cohésion sociale, est l'un des principes fondamentaux de notre République.

Qui nous assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. La complexité accrue de nos sociétés contemporaines a été amenée à élargir le concept d'égalité des droits pour l'adapter à une réalité sociale parfois difficile à appréhender. Le constat était simple, le principe formel d'égalité des droits porté par nos sociétés démocratiques n'aboutissait pas toujours à une égalité réelle entre les citoyens, ou à ce que l'on appelle plus justement, une égalité des chances. Une égalité que seule la mise en place de politiques de réduction des inégalités et de lutte contre les discriminations peut apporter. Dans la crise que nous sommes en train de vivre, la lutte contre les inégalités et les discriminations est l'une des préoccupations majeures des sociétés démocratiques modernes et de notre Syndicat, représente un véritable enjeu pour la cohésion sociale valdôtaine.

Malgré l'important système de protection et de redistribution sociale, dont la Région Vallée d'Aoste s'est dotée pour lutter contre les inégalités, notre communauté souffre de ces différences de traitement qui séparent les milieux sociaux, les générations, mais aussi les personnes selon leur sexe ou la couleur de leur peau, Nous constatons également que ces écarts ne cessent de s'accroître dans les domaines de l'emploi, des revenus, de l'éducation ou même de la santé.

Notre Région et l'Europe se sont appliquées à favoriser l'émergence d'un cadre réglementaire et de dispositifs en faveur de l'égalité femmes - hommes, de la lutte contre les discriminations raciales (Directive Égalité de traitement sans distinction de race ou d'origine ethnique, Juin 2003), puis plus largement contre l'ensemble des discriminations dans l'emploi (Directive Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail, Novembre 2004). Il apparaît clairement que nous, acteurs régionaux, nous pouvons et devons contribuer à la prise en compte plus systématique de ce thème dans la préparation et l'application des politiques publiques régionales.

C'est dans ce cadre, et pour montrer son intérêt pour cette problématique, que le SAVT doit décidé de se lancer dans le débat en soutenant la formation d'un groupe de travail, s'appuyant sur l'analyse des inégalités et discriminations à l'échelle valdôtaine pour dégager de nouvelles préconisations qui aideront la Région à mieux prendre en compte la dimension "égalité des chances" dans ses actions.

Tout en reconnaissant que l'Egalité des chances nécessiterait une approche globale, le SAVT a décidé de se concentrer sur deux axes qu'il considère essentiels, la prévention et la lutte contre les inégalités et les discriminations.

Dans ce cadre donné, il semble assez pertinent de centrer notre analyse sur l'éducation et la formation, l'accès à l'emploi et l'accès au logement.

En effet, nul ne peut nier que ces trois éléments sont intimement liés et que toute rupture, à l'un quelconque de ces niveaux, entraîne un risque d'exclusion qui amoindrirait toute prétention à une égalité des chances dans notre communauté.

Conclusioni

Il Presidente del Consiglio, l'onorevole Letta, ha recentemente dichiarato: “Nel 2014 giocheremo all'attacco”. Sicuramente è una buona notizia, visto che fino ad oggi la politica italiana si è occupata di tutt'altro che del bene del paese e dei suoi cittadini perdendo tempo in bisticci personali.

41,2% è il numero pesante della disoccupazione giovanile dell'Italia, toccato nel mese di ottobre, che tutti dovremmo segnarcene sul nostro tacchino del “fare e dell'agire”, di renziana citazione, (Renzi, nuovo Segretario del PD, lo vedremo alla prova dei fatti nei prossimi mesi), a monito delle nostre azioni quotidiane.

Dall' Eurozona ci arrivano segnali che qualcosa potrebbe migliorare nel 2014, ma non per il paese Italia dove la disoccupazione generale resta al 12,5%, 1,2% in più del 2012.

La nostra economia è ferma, i consumi stagnano, basta vedere i dati dell'inflazione che sono negativi, la crisi ha eroso pesantemente il potere di acquisto dei salari, vedi il pubblico impiego che da quasi cinque anni non rinnova i suoi contratti. La nostra ripresa è ferma al “palo”, senza idee per farci ripartire e il lavoro non si trova.

Anche il lavoro precario, i contratti a tempo determinato e i contratti atipici, eufemismo per ridurre i diritti del lavoro, sono calati nel 2013 di più di otto punti percentuali. Il dato più impressionante riguarda i giovani sfiduciati (ormai non più tanto giovani) e gli over cinquanta espulsi dal mercato del lavoro, che il lavoro non lo cercano nemmeno più. **Sono quasi due milioni.** Grazie al “bonus giovani” proposto dal Governo Letta, forse si troverà un impiego per 15.000 giovani, è come riempire il mare con un secchiello. Qualcuno mi dirà che è meglio di niente, ma non è con queste risorse che cambieremo la situazione.

La televisione ci propina la nascita dei mille club di “Forza Italia”, i novemila gazebo del PD, ma credo che noi dovremmo riflettere sui numeri che sopra ho elencato.

Questi sono la vera faccia del paese e purtroppo, oggi, anche della nostra regione, e questi numeri continueranno a crescere nel 2014.

Allora io vi chiedo: possiamo accettare passivamente questa situazione?

Il Sindacato, il nostro Sindacato deve sapere reagire a livello politico e sindacale.

Non sono d'accordo con chi ci dice che gettare altri miliardi nel “pozzo senza fondo” degli ammortizzatori sociali non serve a nulla, perché non crea occupazione, ma serve solo a tamponare situazioni industriali e di impresa decotte. Sono convinto che è necessario e bisogna costruire qualcosa di alternativo e di funzionale a far ripartire l'occupazione, perché solo con gli ammortizzatori sociali non garantiremo il futuro di nessuno.

Cosa possiamo fare?

Partiamo dalle politiche attive del lavoro, utilizziamo i fondi strutturali e le risorse pubbliche a disposizione, defiscalizziamo e incentiviamo le assunzioni dei disoccupati e sottoccupati, dei giovani, azzerando il costo del lavoro a carico del lavoratore e dell'azienda per un triennio. Proviamo, e non costa nulla, a premiare il merito e non la conoscenza politica e la raccomandazione. Autorizziamo tutti e tutto attraverso l'autocertificazione, facendo una piccola norma, che chi dichiara il falso è

punito severamente (senza se, né ma), che chi evade coscientemente va in carcere o affidato ai servizi sociali. Smettiamola di litigare su tutto. Intacchiamo, ma per davvero, non solo con dichiarazioni di principio, le clientele e le rendite. Pensiamo a nuovi progetti e ascoltiamo chi ha idee nuove ed innovative da proporci.

Combattiamo la crescente disparità economica tra i paesi ricchi e quelli poveri, tra chi ha accesso ai saperi e chi non possiede e non trova lavoro. I nuovi poveri sono oggi nel ceto medio e la **crescente disuguaglianza** è il problema principale della nostra crisi, non siamo più capaci di ridistribuire equamente la ricchezza che produciamo, che finisce solo ad una piccola minoranza di cittadini. Questa economia favorisce i super ricchi, la pensa così l'86% degli italiani e purtroppo hanno ragione. Un'economia che non crea lavoro porta i lavoratori alla disperazione, alla sfiducia e alimenta le spinte populiste e xenofobe; produce rancore contro una Unione Europea che non è specchio dei popoli e delle comunità ma delle multinazionali e dei loro interessi finanziari ed economici e degli interessi nazionali del paese più forte.

Oggi abbiamo una completa **sfiducia** nelle politiche economiche e sociali messe in atto dai governi. I cittadini non credono più nei propri leader e non pensano più che con la riduzione del debito pubblico e senza investimenti, senza una riduzione dei costi della politica e con tasse sempre più esose, i governi possano governare l'economia. Un esempio dell'incapacità gestionale dei vari governi succedutisi negli ultimi decenni sono le decine di riforme messe in atto sul sistema pensionistico che, oltre a creare continuo allarmismo, hanno di fatto penalizzato pesantemente tutti i lavoratori, non riuscendo nell'intento principale di equilibrare i conti previdenziali.

Scaricare solo sull'INPS tutta la gestione pensionistica e previdenziale del paese, senza riequilibrare i dissesti finanziari degli enti assorbiti, non può essere la soluzione giusta del problema. Non si possono ascrivere all'INPS i costi interi dell'assistenza sociale: così i conti non torneranno mai.

Il rapporto tra lavoratori attivi e pensionati si stà avvicinando all' 1 a 1, forse non vogliamo renderci conto che oggi sono i giovani con lavoro precario e gli immigrati che salvano il nostro sistema pensionistico. Le categorie e i lavoratori più bistrattati e penalizzati reggono l'equilibrio previdenziale italiano, senza il loro apporto avremmo una voragine nei conti, questi “ultimi” versano ogni anno oltre sette miliardi di euro e non prelevano nulla, vista la giovane età contributiva, e colpevolmente non gli abbiamo nemmeno spiegato che alla fine della loro carriera, avranno meno del 50% del loro ultimo salario. Alla faccia dei patti generazionali!

Emile Chanoux ci ha insegnato che spesso sono i piccoli popoli che possono accendere la fiaccola per rischiarare un cammino sociale che oggi sembriamo avere smarrito, nella ricerca di un benessere effimero e di una speculazione selvaggia che relega la persona umana ad un ruolo comprimario e a merce da vendere o da allocare sul mercato del lavoro, dove i diritti, faticosamente conquistati in quasi un secolo di lotte, sono calpestati. Abbiamo globalizzato le produzioni e i consumi ma non siamo stati capaci di esportare i diritti minimi del lavoro.

Mario Deaglio, noto socio-economista, redattore della stampa, scriveva, pochi giorni orsono, che il paese Italia è caratterizzato da quattro dissesti intrecciati: **il dissesto geologico** (vedi recentemente quanto successo in Sardegna), **il dissesto politico** che sta facendo esplodere i partiti alterandone la struttura stessa, **il dissesto sociale**, evidenziato dalle manifestazioni recenti di Genova e Torino e dagli scioperi spontanei, **il dissesto produttivo** che rende praticamente impossibile per il paese poter riprendere a crescere.

Per chiudere io ne aggiungerei un altro e credo sia il più grave: **il dissesto morale**, ovvero la crisi di valori della nostra società ed in particolar modo della comunità.

Riprendiamoci il nostro futuro attraverso la solidarietà e malgrado tutti i nostri detrattori, mai come oggi c'è bisogno di “**sindacato**”, luogo di democrazia e di partecipazione, aperto a tutti.

RÉSOLUTIONS FINALES DES CATÉGORIES DU SAVT

CONGRÈS SAVT ÉCOLE
Résolution finale
Brissogne – 29 novembre 2013

Les délégués du SAVT ÉCOLE- réunis à Brissogne le vendredi 29 novembre 2013, à l'occasion du Congrès de catégorie :

- RÉAFFIRMENT l'actualité des valeurs fondatrices du SAVT, valeurs qui sont encore actuelles et qui doivent être à la base de notre action syndicale;
- SOULIGNENT l'importance du travail en réseau avec les forces syndicales des nations sans état et les minorités ethno – linguistiques;
- EXPERIMENT leur forte préoccupation pour la crise économique et sociale qui frappe l'Italie et notamment notre Région;
- PRENNENT ACTE du problème de l'embauche des enseignants "précaires";
- DÉNONCENT le blocage des salaires des enseignants depuis 2009 ainsi que la baisse constante de leur pouvoir d'achat;
- RAPPELLENT que les différentes réformes du système scolaire qui se sont succédé le long des dernières décennies contiennent des normes non harmonisées, voire contradictoires;
- PRENNENT ACTE , avec préoccupation, que malgré les ressources employées, le taux de décrochage scolaire en Vallée d'Aoste demeure trop élevé;
- DEMANDENT à l'Administration régionale d'exercer à plein titre la compétence statutaire sur l'instruction professionnelle;
- SOUHAITENT la mise en œuvre d'un plan de formation obligatoire pour tous les enseignants valdôtains;
- DEMANDENT de développer la didactique multimédia et les expérimentations de classes numériques;
- DEMANDENT l'adaptation des programmes des écoles secondaires du deuxième degré aux principes statutaires;

- REAFFIRMENT la nécessité de travailler de manière conjointe sur le contrat régional des enseignants valdôtains;
- SOLLICITENT les inscrits et sympathisant à s’exprimer dans les langues du peuple valdôtain: le Français, le Patois et les langues Walser;
- SOULIGNENT l’importance de l’intégration scolaire des élèves handicapés et SOUHAITENT l’organisation des cours de spécialisation pour les enseignants de soutien;
- SOUHAITENT une plus fructueuse collaboration avec l’Université de la Vallée d’Aoste, en particulier dans le domaine de l’affirmation du modèle bi-plurilingue de notre école;
- PROPOSENT des cours de formation syndicale tout particulièrement pour les élus R.S.I.;
- DEMANDENT à l’Administration régionale de maintenir ses investissements pour les écoles de montagne et des petites communes;
- SOUHAITENT des formules plus efficaces pour le recrutement des enseignants;
- INVITENT l’Administration régionale à organiser les “PAS” en Vallée d’Aoste pour tous les candidats valdôtains admis au parcours de formation.

**XVI° CONGRESSO SAVT-ENERGIE
CHARVENSOD
Hôtel Mont Emilius / venerdì 22 novembre 2013**

MOZIONE FINALE

Il XVI° Congresso di categoria del SAVT-ENERGIE, riunitosi a Charvensod nella giornata del 22 novembre 2013, condivide e approva la relazione del Segretario di categoria, Alessandro Pelanda, arricchita dall'ampio dibattito nonché dall'intervento del Segretario Generale Guido Corniolo .

La situazione generale nel mondo non è sicuramente migliorata rispetto alle problematiche emerse negli anni passati, con questa crisi l'intero settore ne ha risentito in quanto sono fortemente diminuiti i consumi di energia elettrica, con relativa contrazione degli introiti da parte delle società elettriche nazionali. Questo ha portato ad una drastica riduzione degli investimenti, ma, nella nostra regione, per fortuna, si è avverato solo in parte, anche se la cosa non ci impedisce di esprimere preoccupazione per la situazione del settore elettrico.

L'assemblea del SAVT-ENERGIE, condividendo i contenuti della relazione della segreteria uscente, evidenzia con soddisfazione l'intesa contrattuale sottoscritta a livello nazionale. L'aumento medio complessivo è stato di 160 euro (cifra più alta tra i rinnovi contrattuali sottoscritti) che sarà erogata in quattro "tranches": dal 1° aprile 2013 al 1° dicembre 2015.

Il "montante" salariale 2013-2015 del contratto è di 3490 euro, di cui 535 euro scaglionati in tre anni a titolo di elemento economico aggiuntivo all'aumento dei minimi; completa il quadro degli aumenti economici, sempre durante il triennio, l'erogazione di una ulteriore somma aggiuntiva di 800 euro a titolo di contrattazione aziendale per rafforzare i premi risultato.

Il SAVT-ENERGIE a livello territoriale è ritenuto oggi un punto di riferimento anche tra i non iscritti e dopo una attenta valutazione della situazione del settore evidenzia i seguenti contenuti discussi dall'assemblea congressuale.

RIBADISCE

che dipendendo sempre di più dal petrolio, la domanda del greggio continuerà a crescere nei prossimi 20 anni; citando la stima della Commissione Europea entro il 2030 le 27 nazioni dell'Unione Europea dovranno importare il 93% del petrolio necessario. Inoltre, sembra probabile che le risorse esistenti di petrolio non siano sufficienti a soddisfare la crescente richiesta dei nuovi mercati produttivi. Il petrolio continuerà ad essere una risorsa energetica estremamente importante nel futuro ma è palese la necessità di sviluppare tecnologie e risorse energetiche che ci permettano di utilizzare il petrolio disponibile nella maniera più efficiente;

SPECIFICA

che le risorse energetiche rinnovabili saranno molto importanti anche nell'aiutarci a utilizzare al meglio le nostre economie produttive, ricordando che l'UE ha posto l'obiettivo di avere il 20% dell'energia prodotta da fonti rinnovabili entro il 2020, il che significa che i governi dovranno trovare il modo per aumentare l'utilizzo di tecnologie pulite quali l'energia eolica, idrica e solare;

AUSPICA

che dovranno essere pianificati al meglio i venti miliardi di euro che nei prossimi cinque anni saranno impiegati, a livello europeo, per la GREEN ECONOMY.

Questa cifra potrà salire anche a cento miliardi per il 2020, imprimendo significativi aumenti occupazionali e di business sulle energie rinnovabili che avranno ricadute positive sia per la nostra regione che per l'Italia, perché gran parte del futuro della moderna economia si gioca sull'orientamento e la dinamicità delle politiche energetiche alternative;

PRENDE ATTO

degli accordi sottoscritti nelle aziende facenti parti del GRUPPO CVA S.p.A. per salvaguardare tutti i lavoratori, a seguito dell'incorporazione di VALLENERGIE in CVA TRADING. In particolare, il Congresso esprime apprezzamento per gli accordi sottoscritti con la capogruppo per i premi di produzione e la razionalizzazione delle risorse, con risposte date alle esigenze di salvaguardare gli occupati e la proposta di pianificare le nuove risorse occupazionali per i giovani;

CONDIVIDE

le linee guida e i contenuti dei progetti nazionali per le politiche occupazionali giovanili, che comprendono: la bilateralità e le RLS, la NewCo Generazione elettrica italiana, la Green Economy e l'Efficienza Energetica;

IMPEGNA

tutta l'organizzazione del SAVT-Energie, per il prossimo mandato, ad agire per dare concretezza a tali proposte, proiettandosi su temi di attualità come la "Bilateralità per la Formazione e Sicurezza" dei lavoratori;

CRITICA

l'attuale management di TERNA attento ai soli miopi obiettivi di massimo profitto a breve termine, opaco e ambiguo rispetto alle prospettive future di lavoro e di sviluppo aziendale, vedi la prevista chiusura della sede di Villeneuve;

EVIDENZIA

che sono ancora tante le scelte da fare e i problemi da risolvere nella transizione verso la produzione di energie alternative. Per il SAVT Energie è importante far convivere i due modelli di generazione energetica (tradizionale e rinnovabile), gestire la sovraccapacità produttiva delle nostre risorse e difendere l'occupazione del settore.

Propedeutiche a qualsiasi scelta sono la governance e la programmazione strategica di un modello organizzativo del sistema elettro/energetico da realizzare attraverso una cabina di regia regionale (con la presenza delle rappresentanze sociali) oggi più che mai indispensabile;

RITIENE

che nel prossimo futuro il nostro paese dovrà dotarsi di una compiuta strategia energetica capace di contenere i costi e adeguare la struttura produttiva alle tariffe, evidenziando che tutti gli incentivi pubblici, destinati al settore energetico, oggi sono sostenuti non direttamente dalle casse dello Stato, ovvero dalla fiscalità generale, ma dalle famiglie, dai pensionati e dalle imprese che li pagano attraverso le proprie bollette elettriche;

RIAFFERMA

l'importanza degli istituti sociali di settore Fisd, Fopen e Fopadiva, proponendosi di potenziare il ruolo del territorio nella gestione delle associazioni ricreative e dei fondi di previdenza complementare e puntare a maggiori sinergie tra quelle operanti, con un profondo risanamento dell'Arca e con l'attuazione delle indicazioni del "Protocollo di Intenti", già sottoscritto dal sindacato.

Il Congresso ritiene infine di fondamentale importanza il rinnovo contrattuale appena siglato e pone come tema cruciale per lo sviluppo ed innovazione del settore energetico, il rilascio di tutte le autorizzazioni connesse agli investimenti e alle trasformazioni nel nostro comparto energia, cercando di superare le sterili opposizioni e i vincoli attuali legislativi, al solo fine di modernizzare il sistema nonché ridurre gli impatti ambientali e sociali. Tutto questo nell'esclusivo interesse generale di creare nuova occupazione ed ampliare il sistema di protezione sindacale, con l'avvio di una contrattazione di secondo livello sempre più determinante, autonoma, libera, partecipata e democratica.

Congrès de Catégorie

SAVT-FONCTION PUBLIQUE

Résolution finale

Les délégués, hommes et femmes, du SAVT – Fonction publique, réunis à Montjovet le 15 novembre 2013, en vue du XVI^e Congrès confédéral du SAVT,

RÉAFFIRMENT la validité ainsi que l'actualité des raisons d'être et des valeurs qui ont été à la base de la naissance du SAVT, syndicat de toute une communauté ethnique et linguistique, et **expriment** l'exigence que ces mêmes valeurs demeurent le fondement de l'action du syndicat et deviennent le patrimoine personnel de chaque personne soucieuse de celle-ci, si nécessaire par l'adoption des mesures de formation qui s'avèrent utiles ;

SOULIGNENT que le SAVT, fier de son identité, de son autonomie et de son pluralisme, doit continuer à œuvrer pour la sauvegarde et la promotion de nos particularités autonomistes, culturelles et linguistiques ;

EXPRIMENT leur forte préoccupation pour la grave crise économique et de l'emploi qui sévit désormais depuis longtemps sans s'atténuer et qui a de fortes retombées également sur la fonction publique ;

REJETTENT les mesures financières prises par l'État, qui pénalisent une fois de plus les Régions à statut spécial et persistent à repousser le renouvellement des conventions collectives de la fonction publique ;

PRENNENT ACTE du processus de réforme des collectivités locales qui, en invoquant la réduction des dépenses, vise à la gestion associée des fonctions et des services ;

CONSTATENT que déjà la loi n° 54/1998 avait prévu la gestion associée des fonctions et des services selon un modèle d'organisation, celui des Communautés de montagne, qui est aujourd'hui remis en cause, et **soulignent**, à ce propos, la nécessité d'explicitier les raisons de la prétendue inefficacité de ce modèle, avant de remettre en jeu une organisation si difficilement mise en œuvre et, surtout, afin de ne pas répéter les éventuelles erreurs du passé qui imposent aux citoyens valdôtains et au personnel des choix de travail et de vie importants ;

PRÔNENT, pour l'association des Communes, l'adoption d'une forme juridique qui, tout en optimisant l'utilisation présente et future des ressources disponibles, garantisse le statut et la valorisation des compétences professionnelles du personnel ;

INSISTENT sur le fait que, pour produire de véritables économies, il est indispensable de procéder parallèlement à une réelle débureaucratization, pour

réduire et simplifier les procédures qui pèsent lourdement sur le fonctionnement et les dépenses de l'administration publique et compliquent la vie des citoyens ;

RAPPELLENT que la Commune – en tant que collectivité territoriale de référence de la vie administrative et dépositaire, aux yeux du peuple valdôtain, de l'histoire et de la civilisation de chaque communauté – est l'institution la plus proche du citoyen, à l'écoute des exigences de celui-ci ;

RÉAFFIRMENT l'importance de la présence des Communes pour assurer aux populations résidentes, d'une part, le maintien d'un niveau de vie et de services élevé et homogène indépendamment des caractéristiques, des dimensions et de la localisation de leur lieu de résidence et, d'autre part, un réseau dense et diffus de services au citoyen et aux familles, afin de garantir l'occupation historique – et, par conséquent, la sauvegarde – du territoire ;

SOUHAITENT vivement que la réforme des collectivités locales soit le fruit de la plus ample participation et ne porte pas atteinte aux emplois existants ;

AFFIRMENT le rôle du syndicat en tant qu'interlocuteur incontournable des organes régionaux dans l'élaboration de la réforme de la fonction publique, en sa qualité de porte-parole des travailleuses et des travailleurs valdôtains ;

REVENDIQUENT les prérogatives sanctionnées par le Statut spécial qui, à son article 2, attribue à la Région Vallée d'Aoste une compétence législative primaire en matière de fonction publique ;

DEMANDENT aux organes de la Région de s'affranchir des dispositions étatiques sur la limitation des dépenses publiques et d'aborder d'une manière autonome, sérieuse et globale la question de la fonction publique, si durement frappée ;

EXHORTENT le Gouvernement régional à renforcer le dialogue avec les organisations syndicales pour la refonte de la convention collective des organismes du statut unique régional, dans le but de parvenir à la pleine application des dispositions ayant des fins sociales, notamment en faveur de la famille et de l'égalité des chances, voire de les développer ;

SOULIGNENT le rôle du SAVT en tant qu'expression dynamique du patrimoine des valeurs qui caractérisent historiquement la société civile valdôtaine, depuis toujours ouverte, solidaire, travailleuse, économe et respectueuse de la personne humaine et de l'environnement ;

ENGAGENT le SAVT à promouvoir l'application dans la société et dans le monde du travail de ces valeurs, ainsi que des principes de la responsabilité, de l'autodétermination, de la participation démocratique, du fédéralisme et de la subsidiarité, en tant qu'antidotes à toute tentative d'avilissement et d'asservissement des citoyens ;

INCITENT le SAVT à défendre les prérogatives autonomistes, culturelles et linguistiques de la Vallée d'Aoste, expressions de cette Autonomie qui n'est pas un

privilège, mais une responsabilité et un droit qui nous a été reconnu et dont nous sommes donc les titulaires légitimes.

MOZIONE FINALE DEL XVI° CONGRESSO DI CATEGORIA DEL SAVT/FORESTALI

Aosta, sabato 23 novembre 2013

I delegati del Savt/Forestali, riuniti sabato 23 novembre 2013 nella sala C del CCS Cogne di Aosta, all'unanimità approvano la relazione del Segretario uscente di categoria Dimitri Démé, condividendone le linee guida e i contenuti esposti, analizzati e discussi durante i lavori del XVI° Congresso di categoria;

i delegati del Savt/Forestali **EVIDENZIANO** come lo smantellamento del settore idraulico-forestale regionale non sia solo da imputare alla crisi economica in essere, ma anche alle scelte strategiche e di politica del lavoro adottate, a partire dall'autunno del 2010, dall'Amministrazione regionale, senza peraltro il supporto di un confronto sereno, né tantomeno paritetico e rispettoso del ruolo sociale e istituzionale del Sindacato;

i delegati del Savt/Forestali **RIBADISCONO** che il settore idraulico-forestale regionale deve tornare ad essere, come nel recente passato, fattore trainante per l'economia valdostana, nonché assoluta garanzia per la salvaguardia e per il mantenimento in sicurezza del territorio valdostano;

i delegati del Savt/Forestali **SOTTOLINEANO** come l'occupazione del settore idraulico-forestale regionale debba interessare il maggior numero di lavoratori possibile, con particolare riguardo per gli attuali inoccupati, all'improvviso espulsi dal settore con controverse logiche di carattere privatistico e totalmente depauperati, dopo tanti anni di onorato servizio, della dignità del loro lavoro, elementi, questi, intrinseci e imprescindibili in un sistema democratico, giusto, socialmente equo e ispirato a logiche federaliste e autonomiste proprie della storia della Valle d'Aosta;

i delegati del Savt/Forestali ritengono **INDISPENSABILE** che la Regione Valle d'Aosta ponga in essere un dialogo e un confronto con le Organizzazioni sindacali confederali di settore e con i rispettivi rappresentanti di categoria, serio e rispettoso dei reciproci ruoli e funzioni;

i delegati del Savt/Forestali **CHIEDONO** all'Amministrazione regionale, nonché all'Assessore all'Agricoltura e Risorse naturali e alle figure dirigenziali di riferimento, l'apertura di un tavolo urgente per l'analisi della situazione e per lo

sviluppo di soluzioni ed idee orientate al reperimento di sufficienti risorse economiche, nonché al mantenimento e alla crescita occupazionale, professionale, normativa, contrattuale e retributiva degli addetti del settore idraulico-forestale;

i delegati del Savt/Forestali **RICORDANO** che la voce del Sindacato è la voce dei lavoratori, un patrimonio sociale di concertazione che non deve essere mai sottostimato, come invece è avvenuto nelle ultime contrattazioni di settore.

I delegati del Savt/Forestali **SI IMPEGNANO** a continuare a difendere strenuamente le lavoratrici e i lavoratori idraulici-forestali, nel rispetto delle leggi e in ogni sede e ad operare affinché il settore abbia la giusta considerazione nel panorama socio-economico della Valle d'Aosta.

**MOZIONE FINALE DEL XVI° CONGRESSO
SAVT-INDUSTRIE
Montjovet - Hotel Castello / venerdì 15 novembre 2013**

I Delegati del Savt Industrie, riunitisi presso la sala conferenze dell'Hotel Castello di Champerieux/Montjovet, venerdì 15 novembre 2013 approvano la relazione del Segretario Edy Paganin condividendo i contenuti e le linee guida discusse durante il successivo dibattito.

EVIDENZIANO come la crisi del settore industriale, soprattutto nelle principali aziende metalmeccaniche della Valle d'Aosta, non si sia arrestata, ma anzi si sia presentata, negli ultimi anni, anche all'interno di realtà di eccellenza.

RIBADISCONO che l'industria valdostana, costellata ancora da innumerevoli difficoltà legate alla riduzione delle commesse e degli ordinativi deve e può essere ancora un motore trainante per l'economia della nostra Regione.

IL SAVT INDUSTRIE auspica l'urgente necessità di aprire un tavolo Regionale, con la partecipazione di tutte le parti, per focalizzare l'attenzione su di un settore che occupa ancora sul nostro territorio oltre 3000 lavoratori e che preveda un piano di assunzione per i giovani, che oggi non riescono più a trovare occupazione anche a causa dell'ultima riforma pensionistica .

OSSERVANO in particolare, come la zona della bassa valle, si sia deindustrializzata nell'ultimo decennio, ed abbia alimentato forti preoccupazioni nella comunità che ha visto diminuire costantemente le sue risorse occupazionali.

RITENGONO INDISPENSABILE che la Regione Valle d'Aosta proponga un nuovo modello gestionale di raccordo tra il mondo della scuola e il mondo del lavoro, implementando la formazione tecnica scolastica e la formazione continua.

SOTTOLINEANO come sia indispensabile condividere criteri e metodi della gestione sindacale al fine di assicurare ai lavoratori che rappresentiamo la difesa dei diritti del lavoro per assicurare una vita decorosa.

RITENGONO infine importante e irrinunciabile un nuovo “PROGETTO VALLE D'AOSTA” legato al rilancio industriale che getti le basi per una collaborazione tra i vari settori, al fine di creare delle nuove opportunità occupazionali.

**RESOLUTION FINALE DU XVIème CONGRÈS
SAVT-RETRAITÉS
Montjovet – 16 novembre 2013**

Les délégués du XVI congrès du SAVT-Retraités, réunis à Montjovet le 16 novembre
2013

APPROUVENT

le rapport du Secrétariat;

PRENNENT ACTE

du fait que d'importants problèmes que les retraités ont, d'une manière unitaire et à plusieurs reprises, signalés à l'attention du Gouvernement demeurent irrésolus;

CONSIDÈRENT

comme prioritaires, en ce moment de crise économique très grave, les actions suivantes:

- Modifier le mécanisme de réévaluation des pensions de manière à ce que le panier ISTAT tienne compte de paramètres de dépense essentiels, tels que le logement, l'alimentation et l'assistance socio-sanitaire;
- Diminuer la pression fiscale sur les pensions et les salaires pour redonner aux retraités, aux travailleurs et aux catégories les plus défavorisées leur dignité;
- Retoucher les impôts additionnels de l'IRPEF et réviser le système des réductions et des déductions fiscales;
- Réduire les tarifs et les coûts des services;
- Renforcer et améliorer la lutte contre l'évasion fiscale;
- Définir un plan étatique pour contrecarrer le problème de la dépendance, augmenter les ressources pour la solution de ce sérieux problème et réduire, à cette fin, la dépense pour l'armement et les gaspillages dans la fonction publique;
- Modifier l'IMU, par la réforme et l'actualisation du cadastre et par l'introduction d'une exonération pour la résidence principale jusqu'à 600 euros au minimum;
- Garder une nette séparation entre les coûts purement liés aux retraites et les

coûts d'assistance;

- Reconnaître le statut de « résidence principale » aux logements accordés en usage gratuit aux parents du premier degré ;
- Reconnaître par une loi le statut de « résidence principale » au logement de toute personne hébergée dans une maison de retraite, une micro-communauté ou une structure semblable, lorsqu'il n'est pas utilisé autrement ;
- Aborder la question du chômage des jeunes, qui a désormais atteint des niveaux intolérables et qui est actuellement supporté par les retraités lesquels, parfois avec des pensions misérables, sont obligés de prendre en charge leurs enfants et petits-enfants ;
- Modifier la loi Fornero sur les pensions, en facilitant tant la sortie du monde du travail que la réinsertion professionnelle des personnes qui ont presque atteint l'âge de la retraite ;
- Recruter de nouveaux personnels sous contrat à durée indéterminée et non plus déterminée, modalité qui a créé et alimenté la précarité du travail ;
- Diminuer le coût du travail, pour relancer l'économie et l'emploi ;

S'ENGAGENT

à promouvoir, avec les autres organisations syndicales, des rencontres avec l'Administration régionale et les organismes publics à l'échelon local, pour discuter du monde du travail et des personnes âgées, de la santé, de l'assistance familiale et sociale – notamment des dépendants –, de la gratuité des transports et du maintien de la qualité des services dans les micro-communautés ;

DEMANDENT

aux autorités compétentes de surveiller l'efficacité des services sociaux afin que celle-ci soit maintenue, voire augmentée, malgré les graves difficultés de cette période et, parallèlement, de renoncer à toute hypothèse de privatisation ;

RÉAFFIRMENT

l'importance de maintenir et d'augmenter les relations et les rencontres avec les organisations syndicales des minorités ethniques et linguistiques et des minorités européennes, afin d'en connaître les problèmes, d'en partager les expériences et d'agir de concert pour défendre les particularités des droits des travailleurs ;

ESTIMENT

par ailleurs, indispensable – notamment face à la montée en puissance du néo-centralisme de l'État italien et à la faible connaissance et considération de la réalité de notre région de montagne dont fait preuve l'Union européenne – de défendre le Statut d'autonomie de la Vallée d'Aoste constamment remis en cause par des propositions absurdes, en visant la réalisation du fédéralisme intégral ;

ENGAGENT

les dirigeants et les fonctionnaires du SAVT à appliquer les orientations issues du congrès SAVT-Retraités.

CONGRESSO DI CATEGORIA SAVT-SANTÉ

Aosta 15 novembre 2013

MOZIONE FINALE

I Delegati del Savt -Santé, riunitisi presso la sala conferenze dell'Hotel Europe di Aosta, venerdì 22 novembre 2013, approvano la relazione del Segretario Luigi Barailler, condividendo i contenuti e le linee guida discusse durante il successivo dibattito.

Il SAVT-Santé si impegna a sostenere una corretta riorganizzazione della sanità valdostana, nell'ottica di avere più efficienza e qualità dei servizi erogati.

A tal fine si impegna a difendere le professionalità esistenti all'interno del nostro sistema sanitario regionale, battendosi principalmente per il mantenimento dei posti di lavoro e per l'instaurarsi di un giusto sistema meritocratico all'interno della Sanità pubblica valdostana.

Il SAVT-Santé rinnova con forza l'autonomia del sindacato Savt da qualsiasi forza politica e s'impegna in tal senso affinché nella mozione finale del congresso generale vi sia un richiamo all'art. 4 dello statuto (autonomia sindacale) nel quale si ribadisca l'impegno del sindacato in tal senso e in difesa del nostro Statuto di autonomia.

Pour obtenir ces objectifs, le SAVT-Santé considère comme une priorité la réalisation d'un accord de négociation collective de travail REGIONAL et dans ce contexte, prendra toutes les mesures nécessaires pour réaliser une véritable mise en œuvre et application du Statut d'Autonomie de la Vallée d'Aoste.

Le SAVT-Santé croit fermement à la nécessité de résoudre la crise de participation à la vie du syndicat, pour ce faire est nécessaire mettre en place des initiatives de formation culturelles, éducatives et professionnelles.

Le Savt-Santé demande la création de la catégorie des étudiants de tous les niveaux et degrés, parce-que les jeunes doivent connaître et embrasser les valeurs du travail et de la solidarité, étudier l'histoire syndicale et de l'autonomie de la Vallée d'Aoste.

MOZIONE FINALE DEL XVI° CONGRESSO
CATEGORIE SAVT-TURISMO -COMMERCIO E TERZIARIO
CHARVENSOD - Venerdì 29 novembre 2013

I Delegati del Savt Turismo – Commercio e Terziario, riunitisi presso la saletta conferenze dell'Hotel Monte Emilius di Charvensod , venerdì 29 novembre 2013 approvano la relazione del Segretario Piero Epiney condividendo i contenuti e le linee guida discusse durante il dibattito congressuale.

CONSTATANO come la crisi del settore turistico, commerciale e del terziario - soprattutto nelle principali aziende della Valle d'Aosta, siano il frutto della crisi recessiva in atto che anche per l'anno 2013 non si sia arrestata, ma anzi ha colpito, negli ultimi due anni, anche all'interno di realtà di eccellenza regionali.

RIBADISCONO che i settori turistico-alberghiero e il commercio, presentano grandi difficoltà, legate in particolar modo alla riduzione delle presenze turistiche , anche se il settore resta il motore trainante dell'economia della nostra Regione.

SPECIFICANO che nel corso del 2013 la congiuntura del settore terziario ha continuato a deteriorarsi, il saldo tra la quota di imprese che ha segnalato un aumento del fatturato nei primi nove mesi dell'anno e quella di chi ne ha indicato una flessione è risultato ancora negativo (-5,9 punti percentuali).

PRENDONO ATTO che secondo i dati InfoCamere-Movimprese, nei primi sei mesi dell'anno il numero di imprese attive nei servizi è rimasto stabile. Si è però ulteriormente ridotto il numero di aziende operanti nel commercio, sia nella componente all'ingrosso (-1,9 per cento) sia in quella al dettaglio (-1,6 per cento)

EVIDENZIANO come in base ai dati della Regione autonoma della Valle d'Aosta, nei primi otto mesi del 2013 le presenze di turisti sono diminuite del 6,5 per cento rispetto allo stesso periodo dell'anno precedente, i dati del 2011 e 2012 avevano fatto sperare in una tenuta di tutto il settore.

L'andamento è ascrivibile principalmente alla diminuzione dei giorni di presenza dei turisti nella stagione invernale; le presenze dei turisti stranieri sono scese in misura più contenuta (-2,7 per cento).

Nello stesso periodo, anche il numero degli arrivi si è ridotto, del 4,9 per cento: alla sostanziale stabilità dei flussi di stranieri si è associata la netta flessione di quelli

nazionali (-0,2 e -7,4 per cento, rispettivamente).

Per il contestuale calo degli arrivi e delle presenze, la durata media dei periodi di permanenza è risultata sostanzialmente stabile, pari a 3,3 giorni.

AUSPICANO che le risorse pubbliche destinate ai settori turistico, commerciale ed al terziario, così come per il sistema cooperativistico, possano essere garantite e permettere il rilancio economico e finanziario anche attraverso l'erogazione dei contributi a fondo perso già richiesti e lo sviluppo di ulteriori fondi di rotazione regionali di settore.

CONVENGONO sulla necessità di garantire l'accesso al credito della piccola e media azienda per rilanciare l'occupazione all'interno delle stesse e sviluppare una qualità salariale più adeguata al costo reale della vita.

RITENGONO di fondamentale importanza gli investimenti sulla formazione e sull'utilizzo dell'apprendistato come momenti essenziali per il rilancio dei settori. In questa ottica ritengono fondamentali le risorse dei fondi strutturali europei e dei fondi sociali, assegnati alla nostra regione, per ampliare le offerte formative ed i progetti ad essi collegati.

CONDIVIDONO la necessità che il SAVT sia sempre più autonomo nella sua azione sindacale in difesa degli interessi di tutti i lavoratori valdostani.

AUSPICANO che la recessione in atto rallenti la sua morsa sull'economia reale e che la timida ripresa per l'anno 2014, auspicata per tutta l'eurozona, possa permettere di arrestare l'emorragia occupazionale in atto nei settori del turismo, del commercio e del terziario, consentendo il rilancio dei consumi, momento essenziale per la ripresa.

**XVI° CONGRESSO CONFEDERALE
SAVT TRASPORTI
AOSTA - 28 NOVEMBRE 2013
Mozione Finale**

I delegati al Congresso del SAVT-TRASPORTI, eletti nelle assemblee pre congressuali che si sono svolte nelle principali aziende di trasporto della Valle d'Aosta, riunitisi nella giornata di Giovedì 28 Novembre 2013 ad Aosta presso la sede del SAVT,

APPROVANO

all'unanimità la Relazione del Segretario di Categoria e ne condividono pienamente gli indirizzi politici e di lavoro.

CONDIVIDONO

i temi proposti dal Direttivo Confederale per il XVI° Congresso Confederale del SAVT che si terrà a Chatillon il 13 e 14 Dicembre 2013, che ha per tema: <<***Pour L'emploi, La Solidarité et Notre Autonomie***>>.

ASSUMONO L'IMPEGNO

che per la contrattazione nei livelli:

Aziendale, sia necessario mantenere i risultati raggiunti nel corso degli ultimi quattro anni e consolidare i benefici economici e normativi fino ad oggi ottenuti; i delegati, con il supporto della segreteria, si impegnano a mantenere viva ed efficace la contrattazione, assicurando, anche tramite la formazione dei delegati, un alto livello di gestione;

Regionale, visti i concreti e positivi risultati raggiunti con la stipula degli ultimi due contratti integrativi territoriali degli impianti a fune, devono essere intraprese iniziative finalizzate alla definizione di un contratto regionale per i comparti autostrade, trafori e del trasporto pubblico locale;

Nazionale, è necessario mantenere buone e costruttive relazioni sindacali con le altre Organizzazioni Sindacali, sia a livello territoriale che a livello nazionale, al fine di poter avere sempre un'azione unitaria incisiva, oltre a poter disporre immediatamente dei contratti di lavoro e/o del materiale sindacale, di vitale importanza è mantenere la sottoscrizione dei contratti a livello nazionale, come avviene per gli impianti a Fune;

Binazionale, sia necessario investire tempo e risorse in questo settore, in modo che l'accordo transfrontaliero, siglato tra le Organizzazioni Sindacali italiane e francesi, che ha permesso la sottoscrizione dell'accordo binazionale con il GEIE-TMB, produca risultati concreti e positivi per tutto il personale distaccato dalla SITMB e

dalla SGTMB e messo a disposizione presso il GEIE-TMB. Il buon funzionamento di questo accordo potrebbe essere condizione fondamentale per futuri accordi binazionali e per il miglioramento delle condizioni di lavoro di tutto il personale interessato.

AUSPICANO

che il **(CSIR)** Consiglio Sindacale Interregionale diventi parte attiva per creare le condizioni politiche e di lavoro per realizzare un contratto di tipo europeo di settore in tutte quelle aziende che hanno una struttura operativa di tipo binazionale e che impiegano lavoratori di nazionalità diversa, che svolgono lo stesso lavoro ma che sono sottoposti a contratti di lavoro e normative differenti e sperequate, legate normativamente allo stato di appartenenza.

COSIDERANO

che la capacità di affrontare le sfide future e la competitività della nostra regione e della stessa Europa dipendono, oggi, in larga misura, da reti di trasporti funzionali ed efficienti.

Per realizzare un modello di mobilità delle persone e delle merci competitivo dal punto di vista del consumo di risorse e a condizioni il più possibile accettabili dal punto di vista sociale e ambientale, è necessario sviluppare e ampliare una rete di trasporti regionale e transfrontaliera, un collegamento interregionale multimodale e intermodale moderni ed efficienti.

Investendo in questo settore si potrebbero creare posti di lavoro e generare crescita economica per l'intera regione.

La Valle d'Aosta pur avendo un bacino di traffico regionale di qualità, presenta una rete infrastrutturale, vedi la rete ferroviaria, carente e caratterizzata dal persistere di barriere tecniche ed investimenti economici impossibili da sostenere, senza il contributo nazionale od europeo.

È giunto quindi il momento, viste le difficoltà legate alle risorse del bilancio regionale, di discutere sulla spesa totale per la modernizzazione dell'infrastruttura regionale dei trasporti e fare scelte condivise per implementare l'offerta ai cittadini e ai turisti che frequentano la nostra regione ed ai quali va dato un servizio puntuale e di qualità, in grado di raggiungere tutte le nostre località.

INVITANO

tutti i lavoratori operanti in Valle d'Aosta ad aderire al Fondo Territoriale di previdenza complementare “**FOPADIVA**”, per poter incrementare la pensione pubblica, mantenendo così una adeguata retribuzione pensionistica, al fine di potersi garantire per il futuro una vita indipendente e dignitosa;

RIBADISCONO

che la formazione personale e professionale a tutti i livelli ed in tutti i contesti lavorativi, compreso quello sindacale, è uno dei temi principali e strategici. L'uscita

dalla crisi porterà ad un cambiamento epocale della produzione e saranno necessarie nuove professionalità da impiegare nel futuro mercato del lavoro, di conseguenza, inevitabilmente, si dovrà anche ripensare il modo di operare del sindacato e della contrattazione.

SOULIGNENT ENFIN

que, une reprise économique fragile semble être en vue mais la croissance ne sera pas soutenue si elle n'est pas inclusive et génératrice d'emplois.

Les conditions du marché du travail et la situation sociale en Vallée d'Aoste demeurent très difficiles et les divergences avec l'État italien s'intensifient.

L'Italie et la Vallée d'Aoste sont en effet confrontées à de nombreux défis:

- Le chômage de longue durée est à un niveau record et les destructions de postes ont encore affaibli le volume global de l'emploi.
- Dans le même temps, on assiste à une augmentation de l'emploi précaire et l'inadéquation de l'offre et la demande sur le marché du travail ont accentué le chômage structurel.
- Le nombre des jeunes qui ne sont ni étudiants, ni en emploi et qui ne suivent pas de formation ('NEET' – neither in education, employment or training) s'est accru, principalement dû à l'augmentation du chômage.
- La pauvreté et l'exclusion sociale se sont aggravées, du fait de l'accroissement du nombre de ménages sans emploi mais aussi du nombre de travailleurs pauvres et les revenus des ménages ont subi une diminution.

L'incidence inégale de la crise a engendré une hausse des inégalités et l'assainissement budgétaire a été davantage ressenti par les groupes à faible revenu, également les plus touchés par les pertes d'emplois.

Dans la première phase de la crise, les dépenses de protection sociale avaient joué un rôle important de stabilisation des revenus. Elles ont maintenant été réduites, devenant pro-cycliques, et cela aura probablement des effets négatifs dans le futur. Retrouver le chemin d'une croissance économique durable sera un véritable défi.

Des réponses politiques pour affronter les difficultés sociales et du marché du travail et assurer une reprise génératrice d'emplois sont nécessaires, comme souligne la CES, dans quatre domaines: investir dans l'emploi et les personnes, améliorer le fonctionnement du marché du travail, améliorer l'efficacité des systèmes d'imposition et de prestations et construire une véritable dimension sociale des nos communautés .